

Le 8 avril 2003

ANNEXE 1

Étude
économique

Mémoire de la Coopérative
fédérée de Québec

Commission sur le développement
durable de la production porcine
au Québec

Une présence dans nos régions



COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE
DE QUÉBEC

Étude économique

Économie

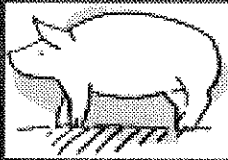
- ✓ Impact économique de la production porcine
 - Au niveau provincial
 - Au niveau local et régional
- ✓ Commerce extérieur et économie du Québec
 - Degré d'ouverture de l'économie
 - Balance commerciale agroalimentaire



La composante économique d'une nation consiste à utiliser les ressources (humaines et naturelles) en vue de la satisfaction des besoins humains. En fait, il s'agit de plus que cela. Dans nos sociétés modernes, fondées sur la division du travail et le marché, l'économie joue un rôle capital dans la socialisation des individus. C'est par le revenu du travail que nous satisfaisons à nos besoins et que nous pouvons assumer collectivement, via les impôts, une offre de services collectifs comme la santé, l'éducation et l'assurance-emploi.

Dans ce contexte, nous croyons utile de revenir sur l'importance économique de la production porcine québécoise. Bien que fondée sur des indicateurs économiques standards (mais il n'en existe pas d'autre pour l'instant), ils indiquent que la production porcine occupe une place déterminante au sein de l'économie du Québec, notamment au niveau des régions. D'ailleurs, nous jetterons un regard attentif à une récente étude réalisée au Manitoba pour mieux saisir l'impact de la production porcine sur les communautés rurales. Enfin, le Québec est une des économies les plus ouvertes au monde. Les exportations jouent un rôle crucial dans le niveau de vie et de bien-être des Québécois et des Québécoises. Bien que davantage tournés vers la satisfaction des besoins domestiques, l'agriculture et l'agroalimentaire québécois contribuent à plus d'un titre à la place enviable du Québec sur l'échiquier des nations.

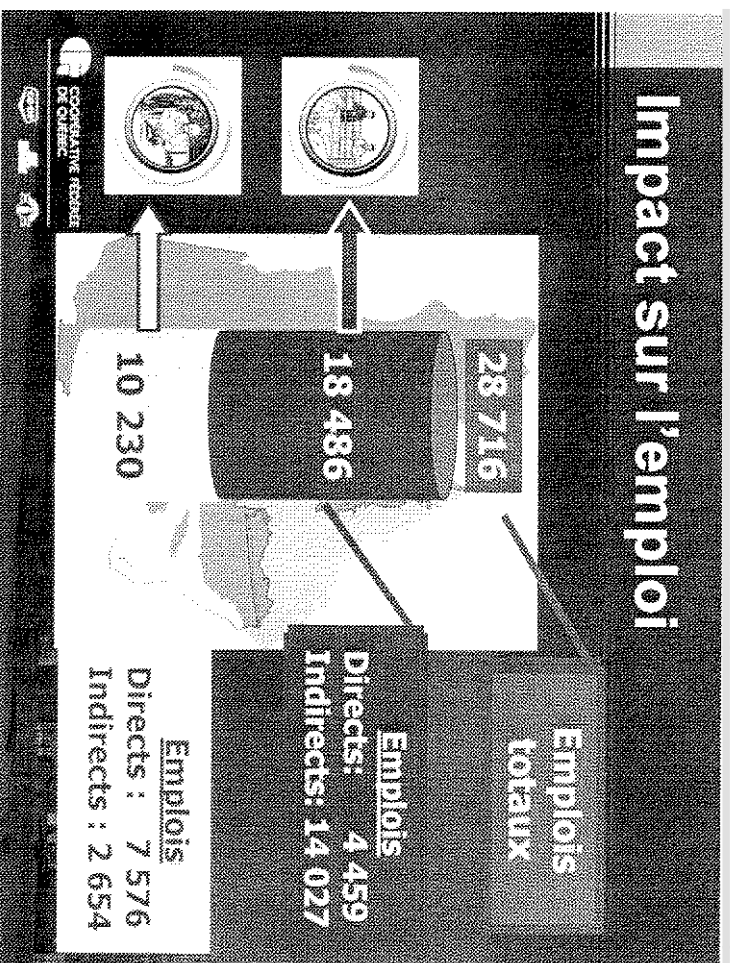
Économie



Impact économique de la production porcine

 COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE
DU QUÉBEC





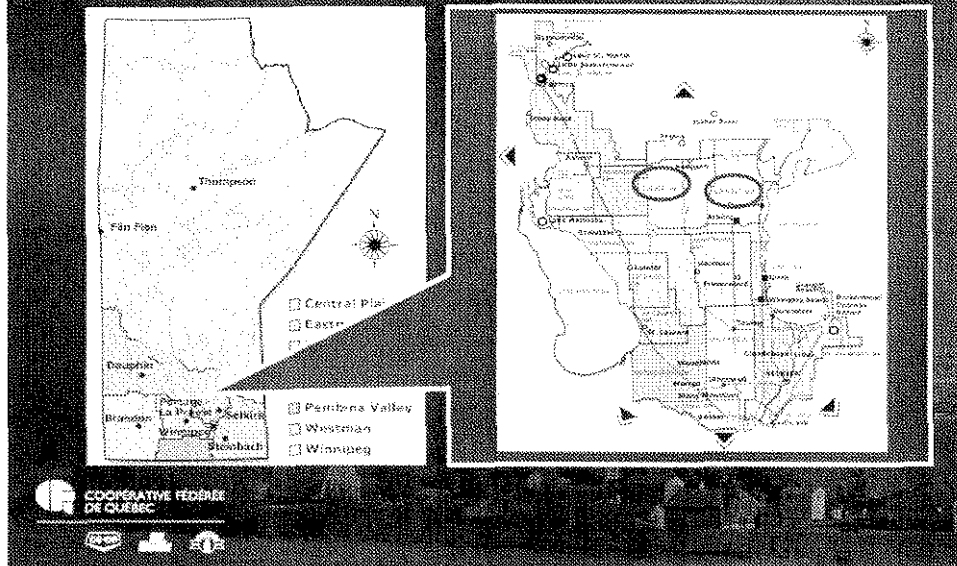
Dans une récente étude¹, utilisant une version actualisée du modèle intersectoriel de l'Institut de la statistique du Québec, le Groupe AGÉCO a établi que le secteur porcin québécois avait généré 28 716 emplois directs et indirects en 2001. À elle seule, la production porcine était responsable de près des 2/3 de ces emplois.

Avec un multiplicateur d'emplois de 4,15 (100 nouveaux emplois en production occasionnent la création de 315 emplois en amont de la production), la production porcine exerce un effet d'entraînement plus qu'important sur l'économie. Fort peu de secteurs économiques peuvent s'enorgueillir d'un tel impact. Qui plus est, comme nous le verrons plus loin, l'essentiel des retombées générées par les fermes porcines se fait au niveau local et régional. Alors que nos deux paliers de gouvernement cherchent désespérément des moyens d'enrayer le déclin économique et social de la plupart des régions et des milieux ruraux, l'industrie porcine québécoise offre un potentiel qui n'est plus à démontrer.

Ces statistiques illustrent bien le caractère structurant de l'industrie porcine. Non seulement elle valorise une partie significative de la production créalière québécoise, et sert de matière première aux activités de transformation auxquelles elle donne lieu, mais sur les milieux ruraux dans lesquels elle est implantée. C'est du moins la conclusion à laquelle sont arrivés deux chercheurs de l'Université du Manitoba dans une étude réalisée en 2002.

¹ Impact économique de la croissance de

Impact sur les communautés rurales

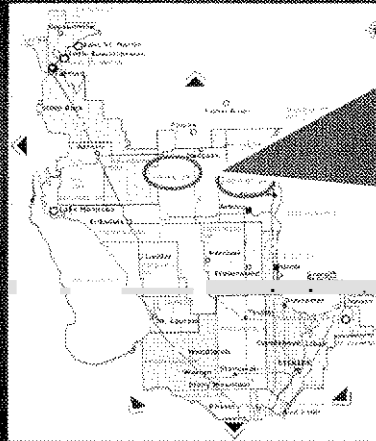


En mai 2002, Charles W. Grant (Université du Manitoba) et Surendra N. Kulshreshtha (Université de la Saskatchewan) publiaient les résultats d'une recherche sans précédent retraçant l'impact économique de six nouveaux projets de fermes porcines dans les communautés rurales de Bifrost et de Fisher au Manitoba. L'objectif qui leur avait été confié par le ministère de l'Agriculture du Manitoba était d'assister les élus municipaux locaux dans leur travail d'évaluation des projets de fermes porcines qui leur sont soumis.

À notre connaissance, il s'agit de la seconde étude qui tente d'évaluer les impacts économiques de la production porcine sur les communautés rurales au Canada². Bien que réalisée pour une province voisine, dans un contexte différent de celui que l'on peut retrouver au Québec, il n'en demeure pas moins que la production porcine manitobaine offre beaucoup de similitudes avec celle que l'on retrouve au Québec. S'il n'est pas de notre intention d'opérer une transposition parfaite des résultats de cette étude à l'expérience québécoise, nous sommes d'avis qu'il est important de les analyser à la lumière du mandat qui guide les travaux de la Commission.

² Soulignons qu'une étude réalisée en 1998 par la firme Serecon Consulting pour le compte du ministère de l'Agriculture de l'Alberta arrivait à des conclusions similaires. Se reporter au site Internet suivant pour prendre connaissance des résultats de l'étude (http://www.agric.gov.ab.ca/livestock/exp_dev/index.html)

Impact sur les communautés rurales



	Bifrost	Fisher
Pop.(1)	2 967	2 049
Étudiants (2)	787	352
Emplois (2)	1 345	915
Chômage (2)	85	55

(1) Données du Recensement 2001

(2) Données du Recensement 1996

COOPÉRATIVE FÉDÉRALE
DE QUÉBEC



Bifrost et Fisher sont deux communautés rurales types avec des populations respectives de 2 967 et 2 049 habitants. L'agriculture et l'agroalimentaire sont au cœur de la structure économique de chacune de ces communautés. En 1996, le taux de chômage y était relativement faible aux alentours de 6 %. On y retrouvait également une population étudiante assez nombreuse. Bref, deux communautés relativement en bonne santé économique.

Regardons ensemble les résultats de l'étude de Grant et Kulshreshtha.

Impact sur les communautés rurales

Impact économique résultant de 6 nouvelles fermes porcines dans les communautés rurales de Bifrost et Fisher, Manitoba

	Local	Province
PNB (millions \$)	6,0	11,4
Revenus ménages	3,3	5,9
Emplois (temps plein)	125	236
• Directs	27	

COOPÉRATIVE FÉDÉRALE
DU CLASSIC



Tout d'abord, apportons quelques précisions méthodologiques sur l'étude de Grant et de Kulshreshtha. Pour calculer l'impact économique, ils ont utilisé un modèle *input-output* semblable à celui retenu pour l'étude du Groupe AGÉCO, à savoir le *Manitoba Input-Output and Employment Model* (MIEM). Ce modèle permet de calculer, outre les impacts directs et indirects de la production porcine, les effets induits correspondant à l'accroissement de l'activité économique provenant de la « redépense » des revenus par ceux qui les ont perçus et originant de la production porcine. Les chercheurs ont procédé également à des entrevues avec chaque propriétaire de ferme et leurs employés, sans oublier le fait qu'ils ont eu accès à leurs livres comptables.

Les résultats sont éloquentes quant à l'impact économique local. Ainsi, s'agissant des emplois, les six nouvelles fermes porcines ont offert directement du travail à 27 personnes. Cependant, les activités de construction et les opérations de production se sont traduites par la création de 236 nouveaux emplois dans la province, dont 125 dans les deux communautés locales. Les chercheurs arrivent donc à la conclusion que pour chaque emploi créé dans une ferme porcine, il s'en crée 4,6 dans la communauté d'implantation, et tout près de 3,1 de plus ailleurs dans la province³.

En terme de revenus générés, les auteurs ont estimé que 56 % des 5,9 millions de dollars de revenus totaux générés auprès des ménages par les six nouvelles fermes porcines étaient injectés dans l'économie des deux localités d'implantation. Il s'agit là de montants significatifs pour des communautés rurales de 2 000 habitants. Et encore, l'étude ne porte que sur l'impact de la

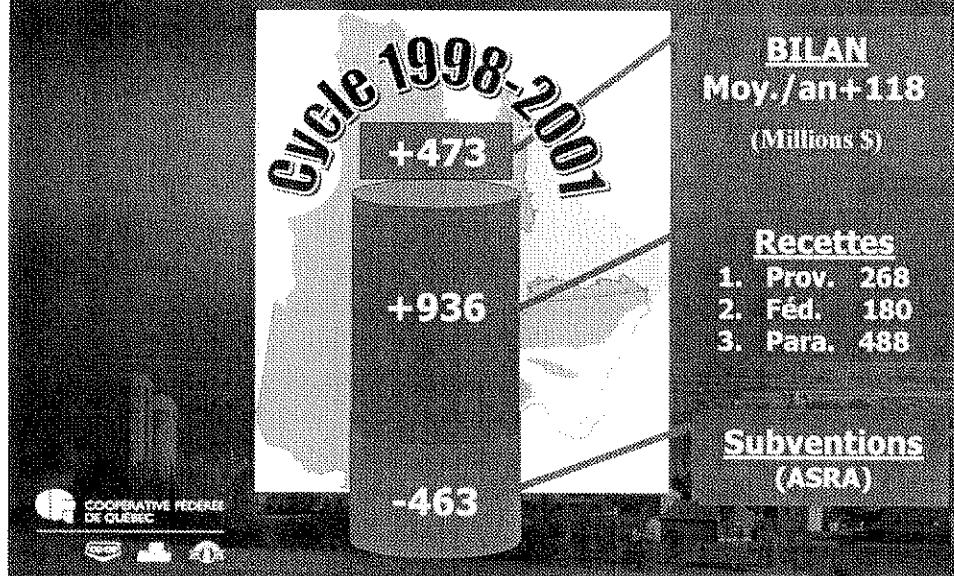
³ Vous aurez remarqué que ces multiplicateurs sont supérieurs à ceux obtenus par le Groupe Agéco. Outre les différences méthodologiques, le fait d'inclure les effets induits expliquent une bonne partie de l'écart.

production et exclut celui généré par les activités de transformation. Tout comme elle ne fait aucune évaluation de l'impact sur la vie communale (école, programmes récréatifs, etc.) de la présence des 27 employés des six nouvelles fermes et de leurs 39 enfants.

Bref, cette étude confirme l'importance de l'impact économique de la production porcine, en faisant ressortir les répercussions sur les communautés locales qui ont accueilli de nouvelles fermes porcines. Si nous reconnaissons le caractère incomplet de ces études d'impacts économiques, il n'en demeure pas moins qu'elles tendent toutes dans la même direction. La production porcine est génératrice d'emplois et d'activités économiques, qui plus est, au sein de leur communauté d'implantation.

Il en est une autre cependant qui revient continuellement et qui porte sur le soutien gouvernemental accordé à la production porcine. Le jeu en vaut-il vraiment la chandelle? Outre le fait que le soutien gouvernemental à l'agriculture doit être analysé à la lumière de ce que d'aucuns appellent l'exception agricole, nous croyons que les subventions gouvernementales octroyées à la production porcine sont largement compensées par l'activité économique qu'elle génère et les revenus qu'en retirent nos différents paliers gouvernementaux.

Impact sur les finances publiques



Il importe de préciser deux choses concernant le soutien gouvernemental dont bénéficie le secteur porcin québécois. Tout d'abord, le soutien gouvernemental au secteur agricole est une constante dans le monde industrialisé. Ainsi, l'OCDE a estimé, pour l'année 2001, à plus de 300 milliards de dollars US le niveau du soutien à l'agriculture de par le monde (soulignons que les États-Unis, l'Union européenne et le Japon sont responsables de plus de 80 % de ce soutien). Ce soutien est justifié par ce que d'aucuns qualifient d'exception agricole. En effet, l'agriculture n'est pas un secteur comme les autres. Parmi les nombreux facteurs qui expliquent l'exception agricole, soulignons les risques climatiques, l'instabilité chronique des marchés, la forte capitalisation requise par dollar de vente, un rapport de force défavorable aux producteurs agricoles, la sécurité alimentaire et des aliments et l'occupation du territoire. Si les formes et les niveaux du soutien diffèrent selon les pays (marchés protégés par des tarifs, soutien interne et subventions aux exportations), le soutien, lui, est constant.

En ce qui concerne l'industrie porcine, elle doit composer avec un cycle économique qui a une durée approximative de 3-4 ans⁴. Au Québec, les producteurs disposent d'une assurance-revenu qui fait en sorte qu'une compensation est versée lorsque le prix est inférieur à un certain niveau de coût de production. Le programme est financé conjointement par les producteurs (1/3) et le gouvernement (2/3). Sans entrer dans les détails du programme administré par La Financière agricole du Québec, et sur la base des résultats publiés par l'étude du Groupe AGÉCO, nous

⁴ Voir Tim Petry, *Market Advisor: The Hog Cycle – Revisited*, Extension Livestock Economist, North Dakota State University, August 22, 2002. (<http://www.ext.nodak.edu/extnews/newsrelease/2002-082202-06market.htm>). Pour une analyse du cycle porcin, se reporter à la présentation de John Lawrence, Livestock Economist Economics Department, Iowa State University, *Life Cycle of a Hog Cycle*, January, 2001 (http://www.econ.iastate.edu/faculty/lawrence/Hogliq2_files/frame.htm)

avons estimé que, pour le cycle 1998-2001 (cycle comprenant la pire année jamais enregistrée au titre de versement à l'assurance-stabilisation du revenu agricole [ASRA, 1999]), les revenus gouvernementaux de toute provenance (provincial, fédéral et parafiscalité) générés par la filière porcine ont excédé, en moyenne annuellement, de 118 millions de dollars les versements gouvernementaux à l'assurance-stabilisation des revenus agricoles.

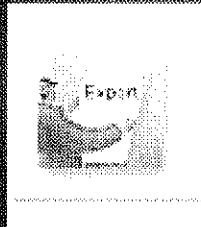
Pour arriver à ce chiffre, nous avons additionné les versements gouvernementaux à l'ASRA-porc pour la période 1998-2001, soit 463,8 millions de dollars⁵. Nous n'avons pas tenu compte des versements à l'ASRA-grandes cultures découlant des achats provenant de la production porcine pour l'alimentation des pores, puisque nous avons considéré que les versements auraient eu lieu indépendamment de la production porcine.

De plus, dans le calcul des revenus gouvernementaux, nous avons tenu compte non seulement des retombées émanant de la production, mais également de la transformation des pores. En effet, nous avons fait l'hypothèse que cette activité de transformation n'aurait pas vu le jour sans la production porcine qui la fournit en matière première (voir tableau 3, page 9 de l'étude du Groupe AGÉCO, sections : revenu du gouvernement provincial, revenu du gouvernement fédéral et parafiscalité québécoise et fédérale). Sur la base de la simulation réalisée par le Groupe AGÉCO, on trouve que les revenus gouvernementaux de toute nature sont estimés à 234 450 000 \$ pour l'année 2001 ou à 937 800 000 \$ pour la période de quatre ans (1998-2001). La différence entre les subventions et les revenus pour la totalité d'un cycle porcin typique de 4 ans nous donne un écart moyen positif de 118,5 millions de dollars des revenus gouvernementaux sur les subventions versées à la production. Et encore, ces statistiques excluent les effets induits, eux aussi générateurs de revenus gouvernementaux, sans ajouter un sou de subventions.

D'autre part, ce résultat favorable aux trésors publics québécois et canadien ne saurait faire abstraction de l'importance économique de la filière porcine pour l'économie du Québec dans sa globalité. Il ne faut pas oublier que la filière porcine génère près de 1,5 milliard de dollars de valeur ajoutée au coût des facteurs et qu'elle contribue, de manière significative, à la balance commerciale québécoise. Comme nous le verrons dans la prochaine section, les exportations de viande de porc ont occasionné une entrée en devises excédant les 800 millions de dollars.

⁵ Source : La Financière agricole du Québec

Économie



Le commerce extérieur et l'économie du Québec

COOPÉRATIVE FÉDÉRALE
DU QUÉBEC



Dans la présente section, nous verrons que le commerce extérieur est central pour l'économie et la société québécoise. Cette importance s'est même considérablement accrue depuis le début de la décennie des années 90. En effet, le Québec a choisi de relever le défi de la libéralisation des marchés. Les exportations internationales du Québec ont presque été multipliées par 3 entre 1990 et 2001, passant de 33,4 milliards de dollars à 94,4 milliards de dollars.

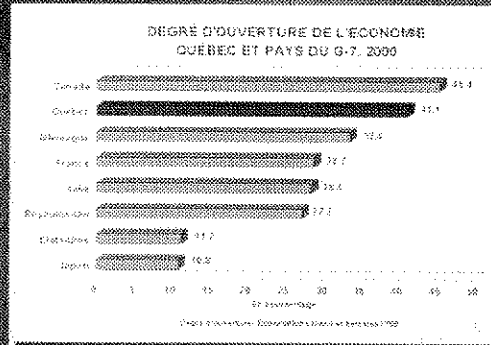
Il va sans dire que les exportations exercent une influence déterminante sur la performance de l'économie québécoise en matière de création de richesse et d'emplois. En 1997, près de 800 000 emplois, soit 25 % de l'emploi total au Québec, étaient attribuables directement ou indirectement aux exportations; dans le secteur manufacturier, c'était près de trois emplois sur quatre.

Le secteur agroalimentaire a également été interpellé et a répondu présent en opérant l'un des virages les plus spectaculaires jamais enregistré au niveau de la balance commerciale, tous secteurs confondus.

Commerce extérieur

Exportations

Le degré d'ouverture de l'économie québécoise n'est surpassé que par celui enregistré au Canada



COOPÉRATIVE FÉDÉRALE
DU QUÉBEC

Le Québec se caractérise par le fort degré d'ouverture de son économie. Les exportations internationales du Québec forment plus de 40 % du produit intérieur brut, ce qui le place dans une classe à part sur l'échiquier économique mondial. Si nous rajoutions les exportations du Québec vers les autres provinces canadiennes, le degré d'ouverture augmenterait à plus de 60 %.

Donc, le Québec est une des économies les plus ouvertes au monde. Compte tenu de la faiblesse de notre population et de l'étendue de notre territoire, on ne saurait imaginer les conséquences sur notre bien-être d'une économie repliée sur elle-même et vivant en autarcie. Le niveau de vie élevé dont nous jouissons s'explique en large partie par le fait que nous avons su tirer profit des enseignements de David Ricardo⁹. Le Québec est la preuve vivante de la théorie des avantages comparatifs. En nous insérant dans la division internationale du travail là où nous disposons d'avantages relatifs, nous pouvons maximiser nos exportations, ce qui nous donne les ressources économiques pour importer les biens et les services pour lesquels nous sommes moins efficaces.

Le Québec est donc grandement dépendant de ses exportations pour maintenir et améliorer le niveau de vie de ses citoyens. Voilà un fait. Mais il y en a un autre moins connu. Le Québec a beau être une économie très ouverte, il ne compte que cinq secteurs disposant d'une balance commerciale positive avoisinant le milliard de dollars. L'industrie des aliments se classe au quatrième rang avec un surplus de 1.1 milliard de dollars.

⁹ David Ricardo, Principes d'économie politique et de l'impôt (1817). Il a fait la démonstration des gains inhérents à la spécialisation et aux échanges internationaux.

Exportations et importations internationales du Québec par groupe d'industries, 2001

	Export	Import	Balance
Industries du matériel de transport	15,2	14,3	0,1
Industries des produits électriques et électroniques	9,0	10,5	(1,5)
Industries du papier et des produits connexes	8,0	1,0	7,0
Industries de première transformation des métaux	7,9	2,4	5,5
Industries du bois	4,2	0,4	3,8
Industries chimiques	2,9	5,0	(2,1)
Industries des aliments	2,6	1,5	1,1
Industries de la machinerie	2,3	3,7	(1,4)
Industries de la fabrication des produits métalliques	1,8	1,5	0,3
Industries de l'habillement	1,7	1,7	----
Industries du meuble et des articles d'ameublement	1,5	0,4	1,1
Industries textiles de première transformation	1,1	1,4	(0,3)
Industries des produits en matière plastique	1,0	0,7	0,3
Industries des produits en caoutchouc	1,0	0,4	0,6
Industries des mines	0,8	0,9	(0,1)
Imprimerie, édition et industries connexes	0,7	0,3	0,4
Industries des produits minéraux non métalliques	0,6	0,6	----
Industries des produits raffinés du pétrole et du charbon	0,6	9,3	(8,7)
Industries des produits textiles	0,4	0,5	(0,1)
Industries agricoles	0,4	0,8	(0,4)
Industries de boissons	0,2	0,5	(0,3)

Source : Institut de la statistique du Québec.

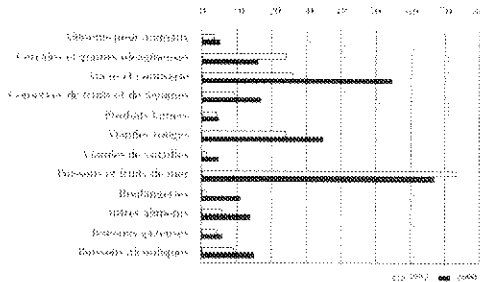
Mais, comme nous le verrons plus loin, cela est relativement récent. Jusqu'en 1997, la balance commerciale agroalimentaire du Québec était négative d'environ 500 millions de dollars par année.

Commerce extérieur

Exportations

Le taux d'exportation de l'industrie de la transformation alimentaire québécoise est passé de 10 à 16,3 % de 1992 à 2000

Taux d'exportation de divers secteurs de la transformation alimentaire Québec, 1992, 2000



COOPÉRATIVE FÉDÉRALE DE QUÉBEC



Malgré cette excellente performance, l'industrie agroalimentaire québécoise a un degré d'ouverture inférieur à celui de la moyenne provinciale. En 2000, les exportations représentaient seulement 16,3 % de la valeur de la production de produits agroalimentaires québécois (le degré d'ouverture se situait à 10 % en 1992). Un coup d'œil aux principaux produits nous informe que le taux d'exportation des divers secteurs de la transformation alimentaire est, à l'exception des poissons et fruits de mer et du sucre et confiserie, inférieur à la moyenne provinciale. Même dans le cas des viandes rouges (principalement composées de viande de porc), le taux d'exportation n'atteint que les 35 %. D'autre part, la grande majorité de nos secteurs agroalimentaires n'excède pas les 15 %. Fait à remarquer, dans le secteur des céréales et grains oléagineux, le taux d'exportation a chuté de près de 10 % entre 1992 et 2000, conséquence du développement de la production porcine qui a offert un débouché domestique accru à ces productions.

Commerce extérieur

Nouveau contexte

- 1986-1988 : Accord de libre-échange Canada/États-Unis
- 1986-1994 : Cycle de l'Uruguay du GATT
- 1992-1994 : Accord de libre-échange nord-américain

Cap sur les marchés internationaux

- 1992 : Sommet Picotte « La conquête des marchés »
- 1998 : Conférence sur l'agriculture et l'agroalimentaire
- 1999 : Rendez-vous des décideurs
- 2001 : Forum sur l'agriculture et l'agroalimentaire

 COOPÉRATIVE FÉDÉRALE
DES PRODUCTEURS AGRICOLES
DU QUÉBEC

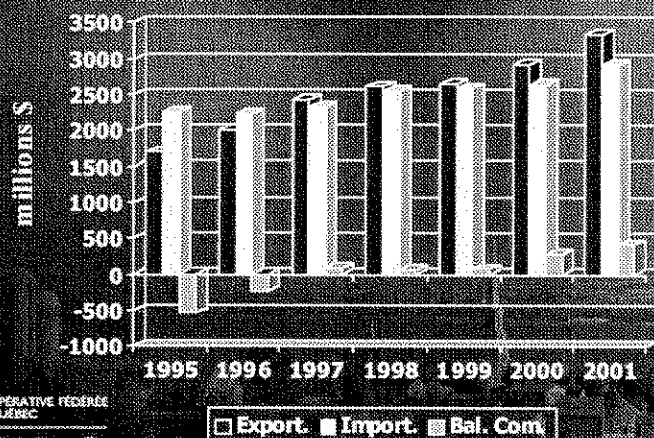


Une chose est tout de même certaine. La décennie des années 90 a vu le Québec prendre le virage des marchés extérieurs. Devant la morosité économique qui se traduisait par des taux de chômage excédant les 10 % et une balance commerciale négative, les différents gouvernements provinciaux qui se sont succédés à la barre du Québec ont compris qu'il était impératif, pour une société comme la nôtre, de partir à la conquête des marchés internationaux et de tirer profit des opportunités de la libéralisation commerciale, fruit des négociations aussi bien bilatérales (Accord de libre-échange Canada/États-Unis, 1986-1998, suivi en 1994 par l'Accord de libre-échange nord-américain, ALÉNA), que multilatérales (Cycle de l'Uruguay du GATT, 1986-1994).

Dans cet effort collectif, le secteur agroalimentaire a été interpellé et a répondu aux attentes et exigences que la société québécoise avait placées en lui. Sommet après sommet, conférence nationale après conférence nationale, rendez-vous des décideurs après rendez-vous des décideurs, la filière agroalimentaire québécoise a relevé les défis qu'ont lui avait confiés, notamment celui du développement des exportations. D'ailleurs, entre 1995 et 2001, le taux de croissance des exportations agroalimentaires du Québec a été de 12,6 %, contre 6,5 % pour l'ensemble des secteurs économiques de la province.

Commerce extérieur

Balance commerciale agroalimentaire



COOPÉRATIVE FÉDÉRALE
DE QUÉBEC



C'est ainsi qu'en octobre 1992, dans le cadre du Sommet sur l'agriculture organisé par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec de l'époque, M. Yvon Picotte, les intervenants acceptaient à l'unanimité de partir à la conquête des marchés, principalement internationaux. Cet effort a porté des fruits puisque la balance commerciale agroalimentaire du Québec, traditionnellement déficitaire, est devenue excédentaire à compter de 1997. En 1998, M. Lucien Bouchard, alors premier ministre du Québec, présidait la Conférence sur l'agriculture et l'agroalimentaire du Québec et obtenait des participants l'engagement ambitieux de doubler les exportations agroalimentaires québécoises entre 1998 et 2005.

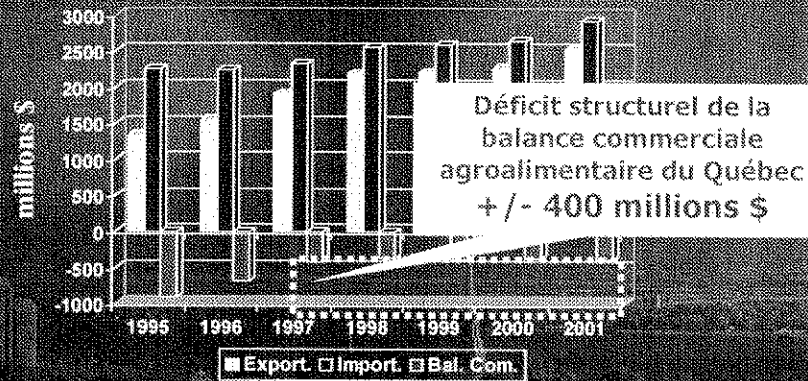
Les dernières données disponibles indiquent que l'objectif de 4 milliards de dollars d'exportations agroalimentaires québécoises d'ici 2005 est à portée de main⁷. Comme vous vous y attendez, la production porcine est en grande partie responsable de ce succès commercial. Avec des exportations en 2001 de plus de 800 millions de dollars, soit près du quart des exportations agroalimentaires québécoises, la viande de porc se classe bon premier.⁸

⁷ Pour l'année 2001, les exportations agroalimentaires québécoises ont atteint 3,4 milliards de dollars.

⁸ Le cacao arrive au second rang avec des exportations de 315,7 millions de dollars.

Commerce extérieur

Balance commerciale agroalimentaire (sauf exportations viande de porc)



Déficit structurel de la
balance commerciale
agroalimentaire du Québec
+/- 400 millions \$

COOPÉRATIVE FÉDÉRALE
DU QUÉBEC



De manière à bien faire ressortir l'importance des exportations de viande de porc pour l'économie du Québec, nous les avons retirées des exportations agroalimentaires québécoises pour la période 1995-2001. À notre grande surprise, la balance commerciale agroalimentaire québécoise y démontre un déficit annuel constant de près de 400 millions de dollars depuis 1997. Ce déficit que nous pouvons qualifier de structurel, puisque incompressible, origine de la nature de notre commerce international alimentaire. Près de 300 millions de dollars de ce déficit proviennent d'un seul poste, celui des boissons. Et dans ce poste, les importations de vin totalisent 354 millions de dollars, contre des exportations de 0,9 million de dollars. Si nous ajoutons à ce montant le déficit commercial de 348 millions de dollars enregistré pour les fruits et légumes (climat oblige) et celui de 118 millions de dollars au chapitre du café, nous arrivons à la somme de 819 millions de dollars d'importations incompressibles.

Comme nous pouvons douter que les consommateurs québécois ne cesseront pas de consommer des vins d'importation et du café, ou encore de consommer des légumes hors-saison, il faut se rendre à l'évidence que le Québec n'a d'autres choix que de produire un excédent commercial de 800 millions de dollars dans tous les autres secteurs, à l'exception du porc. Cela ne saurait être une mince tâche. À l'exclusion du porc et du cacao, il y a huit autres secteurs qui exportent pour plus de 100 millions de dollars (fruits et légumes boissons, aliments divers, produits laitiers, produits céréaliers, bœuf, produits marins et produits de l'érable). L'effort de tous ces secteurs nous a permis de couper de moitié ce déficit structurel, mais nous avons été incapable, depuis 1997, de le réduire davantage.

La récente décision de l'organe des règlements de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans le dossier du lait à l'exportation opposant le Canada aux États-Unis et à la Nouvelle-Zélande a pour effet de rendre le défi encore plus difficile. En effet, le secteur laitier enregistrait une balance commerciale positive de près de 100 millions de dollars en 2001. La décision de

l'OMC aura pour effet de réduire à sa plus simple expression les exportations de ce secteur névralgique au cours des prochaines années. Non seulement, la balance commerciale agroalimentaire québécoise perdra cet excédent, mais le Québec devra continuer d'importer les 120 millions de dollars de produits laitiers, tel qu'il a été convenu lors du Cycle de l'Uruguay. Avec cette nouvelle donnée, le déficit structurel atteindra presque le milliard de dollars. Ceux et celles qui contestent la légitimité des exportations de viande de porc doivent nous dire comment le Québec devra s'y prendre pour payer sa facture d'épicerie internationale.

En résumé

1. La production porcine : locomotives économiques locale, régionale et provinciale
2. La filière porcine : un rôle fondamental pour économie dépendante des marchés extérieurs



En guise de résumé, pour cette section consacrée à l'économie de la production porcine au Québec, nous dégageons deux leçons :

1. la production porcine est une véritable locomotive économique pour les localités et les régions où elle se développe.
2. la filière porcine fait partie de la courte liste des industries pour lesquelles le Québec dispose d'un avantage comparatif, en témoigne son importance dans le virage de la balance commerciale agroalimentaire depuis la seconde moitié des années 90.